

D 906 BRÉSIL: DETTE INTERNATIONALE ET
SOUVERAINETÉ NATIONALE

Dans le débat national et international de la crise financière du Brésil, dont les dettes sont parmi les plus importantes du monde (cf. DIAL D 890), nous pensons utile de donner le point de vue du célèbre économiste brésilien Celso Furtado. Le texte que nous publions ci-après est celui de la conférence qu'il a faite le 23 août 1983 devant l'Association des dirigeants de vente du Brésil. Fort de son expérience en la matière et soucieux d'affirmer les particularités du Brésil (dont la moitié des 120 millions d'habitants ne sont pas encore intégrés au marché intérieur), Celso Furtado avait prôné la décrétation d'un "moratoire unilatéral de trois ans comme acte de souveraineté nationale". Il donne ici les raisons de son choix.

Note DIAL

Conférence de Celso Furtado
sur la crise brésilienne de 1983

(Intertitres de DIAL)

Permettez-moi de commencer cet entretien par une réflexion d'ordre général: je crois que ce qui caractérise véritablement l'époque actuelle, ce n'est pas à proprement parler la crise généralisée - financière, économique, institutionnelle et administrative - qui nous affecte en tant que peuple et individus. Le trait saillant de notre époque, c'est le degré aigu de conscience que nous avons de ce qui se passe.

(Davantage responsables)

Notre histoire est marquée d'autres crises de grande ampleur, comme celle des années quatre-vingt dix du siècle dernier et celle des années trente de ce siècle, pour ne parler que des deux qui ont marqué notre évolution économique et déterminé, d'une façon ou d'une autre, ce que nous sommes aujourd'hui. Mais à l'époque nous manquions d'une information circonstanciée et cohérente sur ce qui se passait. Nous étions davantage des spectateurs que les acteurs de notre histoire. La direction prise par les événements était le reflet des chocs et des accommodements entre intérêts de groupe, ainsi que l'impact de personnalités n'exerçant le pouvoir politique que de façon occasionnelle. Il n'y avait aucune perception claire de la portée historique des décisions qui étaient prises, et encore moins une conscience critique des occasions qui se perdaient.

Aujourd'hui, tout est clair pour celui qui veut voir. Nous disposons de données mensuelles ou trimestrielles sur le comportement de toutes les variables d'importance. Et nous avons une connaissance non moins précise de l'évolution de la conjoncture extérieure, de ce qui se passe dans les économies qui ont un rôle dominant sur la scène internationale. Nous sommes donc beaucoup plus responsables devant les générations à venir que ceux qui nous ont précédés.

Personne n'ignore que la façon dont nous faisons face à la crise actuelle a des conséquences sur bien plus que nous-mêmes. Nous savons que ce qui est en jeu c'est le Brésil du premier quart de siècle prochain.

Ce que nous appelons crise n'est pas autre chose qu'un processus d'accélération de l'histoire. En ces temps-ci les décisions prennent, en plus grand nombre, un caractère d'irréversibilité. Que nous le voulions ou non, que nous en soyons conscients ou non, nous sommes, en période de crise, forcés de prendre des décisions qui modifient en profondeur la matrice structurelle du système économique.

Examinons quelques-unes des décisions qui sont prises en ce moment par un groupe restreint de technocrates et qui vont marquer de façon décisive l'avenir de notre pays.

(Commerce international ou marché intérieur)

L'économie des grandes nations industrielles traverse actuellement une phase de reconversion caractérisée par une baisse du taux de croissance du produit national et par le maintien d'un taux élevé des investissements dans des secteurs stratégiques. En d'autres termes: le ralentissement au niveau des activités productives n'empêche pas la poursuite de l'effort sur le front de la technologie. Il faut donc admettre que la concurrence internationale va encore s'intensifier à l'avenir. Si l'on ajoute à cela que les facilités dans la création de liquidités internationales, qui ont caractérisé le passé récent, ne se répéteront plus dans les prochaines années, on peut être sûr que le commerce international ne retrouvera pas, dans un avenir prévisible, le rôle hautement dynamique qui a été le sien à partir des années cinquante jusqu'au premier choc pétrolier (1).

Une des décisions stratégiques à prendre dans notre pays, en ce moment précis, repose sur l'alternative suivante: Attendrons-nous la reprise du commerce international pour relancer notre économie, ou essayerons-nous de favoriser la croissance sur la base de l'élargissement du marché intérieur, à l'image de ce qui s'est produit dans les années cinquante? Si nous choisissons la première stratégie, comme le fait le gouvernement, et au cas où se confirme la perte durable de dynamisme dans le commerce international, nous devons admettre comme certain que notre position relative dans l'économie mondiale se dégradera considérablement; durant cette période, en effet, les pays les plus avancés continueront d'investir en force dans la recherche et le développement, alors que nous-mêmes serons en train de démanteler notre industrie de biens de capital.

(La dette du Tiers-Monde)

Examinons un second cas où les décisions d'aujourd'hui affectent aussi profondément l'évolution de notre développement.

(1) En 1973 (NdT).

Une crise financière internationale est en gestation depuis la forte élévation des taux d'intérêts qui s'est produite en 1979. De grandes banques, qui ont sérieusement exposé leur capital en opérations douteuses dans des pays du Tiers-Monde, cherchent par tous les moyens à restreindre leurs affectations. Il est donc naturel qu'elles cherchent à nous arracher quelques milliards de dollars, quelles que soient les conséquences négatives pour notre économie.

C'est un point de vue reçu par tout le monde que les pays endettés, comme le nôtre, ne sont pas en mesure de respecter leurs engagements dans les conditions contractuelles initiales, même si le commerce international retrouve son dynamisme. Il est également certain qu'une grande partie des banques créditrices se trouvent en situation précaire. Ce n'est pas le lieu ici de discuter sur le fait de savoir si ces banques ont agi avec plus ou moins d'irresponsabilité. Il est en tout cas de l'intérêt général d'éviter une crise financière de grandes proportions, car cela pourrait entraîner le démantèlement d'une part importante de l'économie mondiale avec des conséquences pour les pays riches et les pays pauvres.

Nous sommes donc devant un grave problème dont le règlement est de l'intérêt de tous. Il se trouve que les institutions internationales existantes ne sont pas en état de lui faire face. En résumé, nous sommes conscients de la gravité du problème mais nous manquons de moyens pour l'approcher et le résoudre dans le cadre de la coopération internationale. C'est là une constatation de la plus grande importance dont ne pouvons pas ne pas tenir compte.

(Les vrais responsables)

Mais à qui incombe la responsabilité de l'insuffisance des moyens d'action au plan international? Certainement aux pays qui dirigent les institutions telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le GATT (2). Toute tentative d'adaptation de ces institutions à un ordre international tenant compte de la réalité du sous-développement, a été bloquée par les grandes nations industrielles y exerçant un droit de veto.

Tant que n'existeront pas les instruments permettant de trouver une solution au problème de notre endettement dans le cadre d'une authentique coopération internationale, que devons-nous faire? C'est là l'autre décision qui est en train d'être prise et qui va conditionner pour très longtemps l'avenir de notre pays. Le choix est simple: nous soumettre aux conditions draconiennes imposées par les créanciers, ou affirmer notre souveraineté en défendant les intérêts vitaux de la nation.

Nous devons lutter par tous les moyens pour créer les conditions d'une coopération internationale effective. Mais tant que ces conditions n'existent pas, nous ne pouvons accepter que le poids le plus lourd de l'endettement retombe sur nous qui sommes la partie la plus faible. Si la souveraineté n'est pas ordonnée à la défense des intérêts vitaux de notre peuple, plongé dans le chômage et le désespoir par une récession qui nous est imposée de l'extérieur, à quoi peut bien servir une telle souveraineté?

Parce que je m'adresse aux hommes d'action que sont les chefs d'entreprise, je me permets, en conclusion, de faire une réflexion d'ordre personnel.

(2) Sigle anglais de "Accord général sur les tarifs et le commerce" (NdT).

(Le courage de dire "non" au FMI)

J'appartiens à une génération qui a sans doute été la première à croire sérieusement au Brésil. Mes maîtres parlaient encore avec réserves des possibilités d'industrialisation du pays. Les uns se référaient à notre climat dit de laisser-aller; d'autres, à la précarité de nos sources d'énergie fossile; d'autres encore, à une prétendue infériorité raciale ou à un contexte culturel de type lusitanien qui nous rendrait inaptes à l'abstraction. Durant ma génération, ces miasmes se sont dissipés et le Brésil s'est affirmé comme nation dotée de capacité créatrice et de dynamisme extraordinaire. Pendant un tiers de siècle, notre économie s'est située parmi celles à la croissance la plus rapide, au point que notre marché se range aujourd'hui dans les dix plus grands du monde. La longue expérience internationale que j'ai accumulée me permet d'affirmer que notre pays est admiré et respecté partout, et que ce qui se passe ici intéresse en particulier et préoccupe cette immense part de l'humanité que nous appelons Tiers-Monde. Les décisions en train d'être prises ici, face à la crise financière internationale, sont de la plus haute importance pour la majorité de l'humanité qui lutte contre un ordre économique international ne favorisant que ceux qui ont déjà tout. Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous sommes un peuple ayant atteint sa majorité et que les événements d'ici influencent la vie des autres peuples.

Mais n'oublions pas que rien n'est définitif ni linéaire dans l'histoire d'un peuple. L'avancée d'une génération peut être réduite à néant en quelques années de mal-gouvernement et de changement d'objectif. Revenir en arrière est un exercice qui coûte cher car la décadence a aussi sa logique et ses exigences. Etant donné que j'ai passé une grande partie de ma vie à démontrer que le Brésil était un pays viable, je me permets de lancer cet avertissement, qui est aussi un appel à l'action: Nous répondrons tous, devant les générations à venir, du choix qu'opérera notre pays dans la traversée de cette crise. N'oublions pas non plus que, dans l'histoire d'un peuple comme dans la vie de chaque individu, il y a des moments où l'on peut se dispenser de tout sauf du courage.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441